

### LA RÉFORME : UN VIRAGE DRACONIEN EN ÉDUCATION

Depuis septembre 2000, l'implantation progressive du *Programme de formation de l'école québécoise* au secteur des jeunes ainsi que l'application systématique et désordonnée de certaines politiques gouvernementales (*Politique d'adaptation scolaire, Politique d'évaluation des apprentissages*) par les commissions scolaires ont entraîné de vives difficultés et incohérences dans les milieux scolaires.

### UNE RÉFORME EN RÉPONSE À DES BESOINS CRIANTS

Les travaux du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) sur la réforme ont été inspirés par l'énoncé de la politique éducative *Prendre le virage du succès – L'école, tout un programme*, lancé en 1997 par la ministre de l'époque, madame Pauline Marois. Cette politique voulait alors faire écho aux conclusions des États généraux sur l'éducation (1995-1996) et au document *Réaffirmer l'école* (1997), issu des travaux du Groupe de travail sur la réforme du curriculum.

Rappelons qu'à l'instigation des acteurs syndicaux, le ministre Jean Garon avait convoqué les États généraux sur l'éducation afin de trouver des solutions à la situation critique (problèmes dans certains programmes, taux effarant de décrochage, etc.) sévissant alors en éducation. Ses conclusions reflétaient l'atteinte d'un réel et vaste consensus au sein de la société québécoise. Ce dernier portait notamment sur l'enrichissement des curriculums et mettait l'accent sur un enseignement de base de qualité.

### UN DÉRAPAGE ENTRE LES PISTES DE SOLUTION FOURNIES ET L'APPLICATION DE LA RÉFORME

Nulle part dans les documents ayant inspiré la réforme il n'est fait mention de la prédominance des compétences, d'approches pédagogiques particulières (socioconstructivisme, pédagogie par projet) ou de l'évaluation des compétences transversales.

Malgré les inquiétudes de certains lors de la première publication des programmes du primaire en 1999, plusieurs enseignantes et enseignants ont voulu croire aux promesses faites par la réforme. Mais au fur et à mesure que se sont installées ses diverses composantes, tant au niveau des curriculums que des politiques gouvernementales, l'engouement a fait place à la déception puis à la désillusion. L'implantation à la pièce de la réforme a empêché les enseignantes et enseignants d'avoir une vue d'ensemble du projet et d'en évaluer les conséquences. C'est pourquoi la lutte s'est organisée lentement.

Les éléments de la réforme les plus contestés furent, entre autres, l'approche par compétences (tant disciplinaires que transversales) et leur évaluation, le bulletin, l'imposition mur à mur du socioconstructivisme et de la pédagogie par projet, la politique de non-redoublement, la promotion automatique des élèves d'une année à l'autre à l'intérieur d'un même cycle, l'intégration tous azimuts des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage et, plus tard, le bulletin adapté. De même, de nombreux intervenants en éducation demeurent convaincus que la réforme aura d'abord et avant tout servi les intérêts économiques du gouvernement et du marché du travail.

---



## QU'EST-CE QUE...

### Une approche socioconstructiviste ?

Pour l'essentiel, le socioconstructivisme est une théorie sur la façon de faire ses apprentissages. Selon cette théorie, l'élève construit et développe lui-même ses compétences à partir de ses propres référents lors de

ses interactions avec ses pairs et à l'intérieur d'un processus en continu mouvement.

Le socioconstructivisme est une approche qui fonctionne bien lorsque les élèves sont autonomes et qu'il y a une grande implication

des parents. On peut le constater notamment à l'intérieur des écoles alternatives. Cependant, c'est une approche qui répond moins bien aux besoins des élèves en difficulté.

Au Québec, le socioconstructivisme a été appliqué de façon radicale.

## DES GESTES DE RÉSISTANCE CONCRETS



### Mai 2005

**Dénonciation de la réforme** pour demander l'arrêt de son implantation lors d'une conférence de presse convoquée par sept syndicats, soit :

- Alliance des professeures et professeurs de Montréal (APPM) ;
- Syndicat de l'enseignement secondaire des Basses-Laurentides (SESBL) ;
- Syndicat de l'enseignement de la Haute-Yamaska (SEHY) ;
- Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais (SEO) ;
- Syndicat de l'enseignement de la région de Laval (SERL) ;
- Syndicat de l'enseignement de la Seigneurie-des-Mille-Îles (SESMÎ) ;
- Syndicat de l'enseignement des Seigneuries (SES).



### Printemps-été 2006

- **Désaffiliation de neuf syndicats** affiliés à la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE) et à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) (les sept syndicats nommés précédemment auxquels s'ajoutent le Syndicat de l'enseignement de l'Ouest de Montréal (SEOM) et le Syndicat de l'enseignement de la Pointe-de-l'Île (SEPÎ), notamment à cause de leur insatisfaction à l'égard des stratégies d'action menées autour de la réforme ;
- Constitution de la FAE dont le Congrès de fondation s'est tenu en juin 2007. Depuis son existence, la lutte contre la réforme est l'un de ses combats les plus importants.



### Novembre 2006

La FAE met sur pied la Coalition *Stoppons la réforme*, laquelle vise à corriger la réforme.



### 24 février 2007

Vidéoconférence regroupant des enseignantes et des enseignants de Montréal et de Genève à la suite du référendum sur l'implantation de la réforme qui venait d'avoir lieu dans le Canton de Genève.



### 2 février 2008

Plus de 3500 personnes participent à une manifestation contre la réforme organisée par la Coalition *Stoppons la réforme*.



### 13 février 2008

Lancement par la Coalition *Stoppons la réforme* du *Manifeste pour une école démocratique, exigeante et centrée sur les connaissances*. Ce document dénonce l'échec de la réforme et propose des pistes de changement pour améliorer l'école québécoise.



### 8 Juin 2009

Journée commémorative :  
*La réforme scolaire a 10 ans !*  
*Le 8 juin, y'a pas de quoi fêter !*



### 22 Juin 2009

Adoption de la plateforme pédagogique par les représentantes et représentants des syndicats affiliés à la FAE lors de la rencontre du Conseil fédératif.